

N° 4378

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 1997-1998

PROJET DE LOI

portant

- I) approbation de la Convention du 31 octobre 1997 entre le Gouvernement, d'une part, et l'Archevêché, d'autre part, concernant l'organisation de l'enseignement religieux dans l'enseignement primaire**
- II) modification des articles 22, 23 et 26 de la loi modifiée du 10 août 1912 sur l'organisation de l'enseignement primaire**

* * *

(Dépôt: le 24.11.1997)

SOMMAIRE:

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (17.11.1997)	1
2) Texte du projet de loi	2
3) Exposé des motifs.....	3
4) Commentaire des articles	4
5) Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, représenté par son Ministre de l'Education nationale et des Cultes, d'une part, et l'Archevêché de Luxembourg, représenté par l'Archevêque de Luxembourg, d'autre part concernant l'organisation de l'enseignement religieux dans l'enseignement primaire (31.10.1997).....	5
– Exposé des motifs.....	7
– Commentaire des articles.....	8

*

ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Education Nationale et des Cultes et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Article unique. – Notre Ministre de l'Education Nationale et des Cultes est autorisé à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi portant

- I) approbation de la Convention du 31 octobre 1997 entre le Gouvernement, d'une part, et l'Archevêché, d'autre part, concernant l'organisation de l'enseignement religieux dans l'enseignement primaire

II) modification des articles 22, 23 et 26 de la loi modifiée du 10 août 1912 sur l'organisation de l'enseignement primaire.

Château de Berg, le 17 novembre 1997

Le Ministre de l'Education Nationale,

Ministre des Cultes,

Erna HENNICOT-SCHOEPGES

JEAN

*

TEXTE DU PROJET DE LOI

Art. 1er.— La Convention concernant l'organisation de l'enseignement religieux dans les écoles primaires conclue entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, d'une part, et l'Archevêché de Luxembourg, d'autre part, signée à Luxembourg le 31 octobre 1997, est approuvée.

Art. 2.— La loi modifiée du 10 août 1912 concernant l'organisation de l'enseignement primaire est modifiée comme suit:

A. L'article 22 est remplacé par les dispositions suivantes:

L'enseignement primaire a pour objectifs de faire acquérir aux enfants les connaissances et compétences de base leur permettant d'aborder des apprentissages et études ultérieurs, de développer leurs aptitudes et de les élever dans un esprit de paix, de dignité, de tolérance, de liberté, d'égalité et de solidarité qui constitue le fondement de notre société démocratique.

L'enseignement se fait dans le respect des opinions religieuses, morales et philosophiques d'autrui.

B. L'alinéa 1er de l'article 23 est remplacé par les dispositions suivantes:

L'enseignement primaire comprend:

- La langue allemande, la langue française, les mathématiques;
- les activités créatrices, l'éducation artistique, l'éducation musicale, l'éducation physique et sportive, l'éveil aux sciences, la formation morale et sociale, la géographie, l'histoire, l'instruction religieuse et morale, la langue luxembourgeoise, les sciences naturelles, les technologies de l'information.

C. L'article 26 est remplacé par les dispositions suivantes:

Le cours de formation morale et sociale est donné par un instituteur dans les locaux de l'école que fréquentent les enfants à raison de deux leçons hebdomadaires fixées à différents jours par semaine.

Le cours d'instruction religieuse et morale est donné dans les locaux de l'école que fréquentent les enfants à raison de deux leçons hebdomadaires fixées à différents jours de la semaine, conformément aux dispositions afférentes des conventions conclues entre le Gouvernement et les Cultes en application de l'article 22 de la Constitution.

Dans chaque classe le cours de formation morale et sociale et le cours d'instruction religieuse et morale sont donnés aux mêmes heures.

Les modalités d'inscription au cours de formation morale et sociale et au cours d'instruction religieuse et morale ainsi que les modalités d'organisation du cours de formation morale et sociale sont fixées par règlement grand-ducal.

L'organisation des cours de formation morale et sociale ainsi que celle des cours d'instruction religieuse et morale est comprise parmi les objets de délibération annuelle du conseil communal sur l'organisation des écoles primaires. Le collège échevinal transmet une copie du procès-verbal de la délibération en question aux ministres ayant dans leurs attributions respectives l'Education Nationale et les Cultes lequel dernier en communique copie à l'archevêque.

Les frais de rémunération engendrés par les cours de formation morale et sociale ainsi que par ceux de l'instruction religieuse et morale sont à charge du budget de l'Etat. A cet effet, les conditions de

prise en charge des cours de formation morale et sociale ainsi que le régime des rémunérations des enseignants et des chargés de cours de religion sont fixés par règlement grand-ducal.

Art. 3.– Pour les besoins des remplacements temporaires visés par les articles 7 et 8.B de la convention susmentionnée, les contrats conclus entre l'archevêché d'une part, et le chargé de cours de religion d'autre part, pourront être renouvelés plus de deux fois, même pour une durée totale excédant 24 mois, par dérogation à la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail.

*

EXPOSE DES MOTIFS

La loi du 10 août 1912 concernant l'organisation de l'enseignement primaire énonce à l'article 22 les objectifs généraux de l'enseignement primaire et énumère à l'article 23 les matières que l'enseignement primaire doit dispenser. L'évolution de la société luxembourgeoise, en général, et du contexte socio-culturel dans lequel s'insère l'école luxembourgeoise, en particulier, rend nécessaires certaines modifications du libellé de la loi scolaire et notamment une nouvelle formulation des buts essentiels de l'enseignement de base dispensé par notre école primaire.

D'autre part, il est nécessaire d'adapter la terminologie des branches d'enseignement et la place qu'occupent actuellement lesdites branches à la situation telle qu'elle se présente de nos jours dans l'école primaire. Citons à titre d'exemple le statut de la langue luxembourgeoise qui a été modifié par la loi de 1984; d'autres branches figurant au programme scolaire en 1912 comme „éléments“ ont connu un important développement et portent de nos jours sur un programme systématisé; les programmes de certains travaux réservés en 1912 aux seules filles des écoles primaires ont été modifiés de sorte à pouvoir être offerts à tous les élèves de l'école primaire, sans distinction de sexe.

L'école primaire luxembourgeoise doit aussi offrir à tous les élèves une formation aux valeurs morales de notre société, formation qui a pour but d'approfondir et de compléter l'éducation morale reçue au foyer. Il importe de préparer pleinement l'enfant à avoir une vie individuelle dans la société et de lui permettre de grandir dans l'esprit des idéaux proclamés dans la Charte des Nations Unies, et en particulier dans l'esprit de paix, de dignité, de tolérance, d'égalité et de solidarité. Une telle éducation rendra les jeunes plus aptes à trouver une solution aux problèmes qui surgissent dans leur vie d'adulte.

Respectueux du pluralisme des opinions en matière morale, l'Etat démocratique doit offrir à chaque élève le choix entre une formation morale et sociale qui ne se réfère à aucune religion en particulier et une formation essentiellement religieuse et morale. Dans ce but le Gouvernement entend introduire à l'école primaire la formation morale et sociale. Un tel cours présente devant l'élève un vaste éventail d'opinions et le familiarise avec les valeurs communément défendues dans le monde actuel. La meilleure expression en sont les principes énoncés dans la Déclaration de Genève de 1924 sur les droits de l'enfant, dans la Déclaration des droits de l'enfant adoptée par l'Assemblée générale le 20 novembre 1959 et les principes fondamentaux de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

L'indemnisation des instituteurs dispensant le cours de formation morale et sociale et celle des chargés de cours de la formation religieuse et morale sont à charge du budget de l'Etat.

En 1912, la législation avait prévu la possibilité d'une dispense de fréquentation des cours de religion pour les élèves, sur la déclaration écrite du père ou du tuteur. Dorénavant l'élève aura le choix entre les cours de formation morale et sociale et celui de la formation religieuse et morale. L'introduction générale d'un cours d'éthique confessionnellement neutre, basé sur les principes universellement reconnus des droits de l'homme et de ceux de l'enfant, rend d'ailleurs obsolète la dispense prévue à l'article 26, alinéa 6 de la loi modifiée du 10 août 1912 et résout ainsi implicitement le problème de la garde des enfants dispensés de la fréquentation du cours de religion et dont les parents ne sont pas en mesure de les prendre en charge.

En se basant sur les dispositions de l'article 23, alinéa 2, de la loi du 10 août 1912 concernant l'organisation de l'enseignement primaire, plusieurs communes offrent, depuis plusieurs années déjà un cours de „morale laïque“ aux élèves de leurs écoles primaires. Ainsi un programme provisoire a pu être mis à l'essai dans plusieurs communes en 1994/95, 1995/96 et 1996/97.

Comme le cours de formation morale et sociale range parmi l'ensemble des branches d'enseignement profanes de l'école primaire, il est dispensé par un instituteur breveté ou encore par un enseignant ayant suivi une préparation spéciale à ces fins dans le cadre de l'ISERP.

Les cours de formation morale et sociale ne devront pas grever les budgets communaux du fait que les communes n'interviennent point dans les frais de personnel du cours de formation religieuse et morale. Voilà pourquoi l'Etat prendra en charge l'intégralité du traitement du personnel enseignant dispensant les cours en question.

Il est entendu que l'ISERP devra offrir au personnel enseignant la formation morale et sociale des possibilités adéquates de formation initiale et continue.

La formation morale des enfants n'est évidemment pas matière à se laisser réduire aux solutions proposées à un moment donné par un texte de loi. A moyen et long terme, cette formation devra s'inscrire dans un effort continu de rénovation dont le principal moteur sera l'évolution de notre société. Dans cet ordre d'idées, le Gouvernement considère que le développement de la formation morale à l'école mérite une attention toute particulière et qu'il faudra, à chaque fois que l'état de l'évolution sociale l'imposera, réajuster la législation afférente tout en la faisant profiter des enseignements tirés de l'expérience acquise.

*

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 1

L'organisation de l'enseignement dans les écoles primaires constitue une matière réservée à la loi. La Convention entre le Gouvernement et l'Archevêché, qui règle une partie de cette organisation scolaire, doit par conséquent trouver l'assentiment de la Chambre des députés.

Article 2

Ad A

Les objectifs de l'enseignement primaire sont reformulés compte tenu du contexte socioculturel luxembourgeois et de la place réservée à l'école primaire dans l'actuelle structure des différents ordres d'enseignement. L'enseignement primaire, tout en gardant son caractère spécifique, doit comme enseignement élémentaire communiquer à l'élève des connaissances de base et développer chez lui des compétences nécessaires et indispensables pour y greffer les apprentissages et études propres à préparer le jeune à la vie adulte. Dans ce même but, l'école primaire est appelée à développer les aptitudes propres à chaque individu.

Dans le respect du pluralisme qui caractérise notre société en matière morale, l'école présentera aux jeunes des systèmes de valeurs et les préparera à avoir une vie individuelle dans la société et préparera les élèves dans l'esprit des idéaux proclamés dans la Charte des Nations Unies et dans la Déclaration des droits de l'enfant, et en particulier dans l'esprit de paix, de dignité, de tolérance, de liberté et d'égalité.

Dans l'accomplissement de leur tâche d'instruction et d'éducation, les enseignants devront faire preuve de souci constant d'objectivité et de tolérance vis-à-vis de toutes les opinions religieuses, morales et philosophiques.

Ad B

L'énumération des différentes branches au programme de l'enseignement primaire a été complétée par l'ajout de la formation morale et sociale. D'autre part, l'ordre dans l'énumération a été modifiée et la terminologie a été adaptée à celle utilisée actuellement en pédagogie.

Ad C

L'article 26 règle les questions relatives au statut du personnel enseignant, au financement et à l'organisation pratique des cours de formation morale et sociale.

Article 3

Cette disposition permet à l'archevêché de recourir à du personnel d'appoint en cas de manque d'enseignants de religion ou de ministres du culte.

*

CONVENTION

**entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg,
représenté par son Ministre de l'Education Nationale et des
Cultes, d'une part, et l'Archevêché de Luxembourg,
représenté par l'Archevêque de Luxembourg, d'autre part,
concernant l'organisation de l'enseignement religieux dans
l'enseignement primaire**

Article 1

L'enseignement religieux est donné à raison de deux leçons hebdomadaires dans les écoles primaires publiques.

Le cours d'enseignement religieux prend la dénomination de cours „d'instruction religieuse et morale“.

Article 2

Sans préjudice des dispositions de l'article 1 qui précède, les procédures, compétences et responsabilités en matière d'organisation du cours d'instruction religieuse et morale sont déterminées suivant les modalités ci-après:

Les titulaires des cours d'instruction religieuse et morale ainsi que leurs remplaçants éventuels sont désignés par l'archevêque qui fait connaître sa résolution aux autorités communales, si possible avant la délibération annuelle du conseil communal sur l'organisation scolaire. A cet effet, les administrations communales communiqueront à l'archevêque, en temps utile, le nombre de classes à pourvoir dans leur commune.

Si le conseil communal désapprouve une décision d'affectation d'un enseignant de religion faite par l'archevêque, il peut, endéans un délai de trente jours à compter de la notification de la décision concernée, inviter l'archevêque, au moyen d'une délibération spécialement motivée, à retirer ou à modifier sa décision. En cas de maintien des positions contraires, le ministre de l'Education Nationale statuera.

La procédure d'installation fixée à l'alinéa précédent n'est applicable que pour le cas de la première affectation d'un enseignant de religion dans une commune déterminée.

Les autorités communales fixent les jours et heures auxquels auront lieu les cours d'instruction religieuse et morale, d'accord avec l'archevêque. En cas de désaccord, le Ministre de l'Education Nationale statuera.

Les parties visées par le présent article veilleront à ce que les procédures décrites dans les alinéas précédents soient menées de façon à ne pas compromettre la conclusion en temps utile de la délibération annuelle du conseil communal sur l'ensemble de l'organisation scolaire, y compris l'instruction religieuse et morale.

En cas d'absence du titulaire du cours d'instruction religieuse et morale, celui-ci est tenu d'informer l'administration communale qui convoquera par tous les moyens appropriés un remplaçant à choisir parmi ceux désignés par l'archevêque.

Article 3

L'archevêque peut confier l'enseignement religieux soit à un enseignant de religion, soit à un ministre du culte. L'enseignant de religion est engagé par l'archevêché conformément aux dispositions de la législation sur le contrat de travail des employés privés. L'Etat garantit, en tant que tiers payant, la rémunération sous forme de subvention-salaire payable directement à l'enseignant de religion.

Article 4

Ne peut donner des cours d'instruction religieuse et morale celui qui ne maîtrise pas les trois langues officielles du pays.

Article 5

L'archevêque organise la formation spécifique des enseignants de religion.

Article 6

Pour être engagé à titre définitif l'enseignant de religion doit remplir les conditions de formation générale et spécifique suivantes:

- être détenteur du certificat de fin d'études secondaires luxembourgeois ou d'un certificat reconnu équivalent par le ministre de l'Education Nationale;
- être détenteur du diplôme de l'Institut catéchétique de Luxembourg sanctionnant un cycle complet de formation en théologie et en pédagogie s'étendant sur trois ans ou d'une formation reconnue équivalente par l'archevêque.

Article 7

En cas de manque de personnel répondant aux conditions de formation énoncées à l'article 6 qui précède, l'archevêque peut confier l'enseignement religieux à des chargés de cours de religion qui sont engagés à titre provisoire par l'archevêché. Ces chargés de cours doivent répondre aux conditions de formation suivantes:

- avoir accompli avec succès, dans l'enseignement public luxembourgeois, cinq années d'études, soit dans l'enseignement secondaire, soit dans l'enseignement secondaire technique ou faire valoir des études reconnues équivalentes par le ministre de l'Education Nationale,
- être soit détenteur du certificat de l'Institut catéchétique de Luxembourg sanctionnant un cycle court de formation en théologie et en pédagogie ou justifier d'une formation reconnue équivalente par l'archevêque, soit être inscrit au cycle de formation susmentionné.

Pour les besoins des remplacements temporaires visés par le présent article, les contrats entre l'archevêché d'une part, et le chargé de cours de religion d'autre part, pourront être renouvelés plus de deux fois, même pour une durée totale excédant 24 mois, par dérogation à la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail.

*

DISPOSITIONS TRANSITOIRES*Article 8*

A. Les chargés de cours de religion dans l'enseignement primaire en activité de service au moment de l'entrée en vigueur de la présente Convention qui sont détenteurs du diplôme de l'Institut catéchétique de Luxembourg ou justifient d'une formation spécifique reconnue équivalente par l'archevêque, sans pour autant suffire aux conditions de formation générale énoncées à l'article 6 ci-dessus peuvent être engagés à titre définitif comme enseignants de religion.

B. Les chargés de cours de religion dans l'enseignement primaire en activité de service au moment de l'entrée en vigueur de la présente Convention qui sont détenteurs du certificat de l'Institut catéchétique de Luxembourg ou justifient d'une formation spécifique reconnue équivalente par l'archevêque, sans pour autant suffire aux conditions de formation générale énoncées à l'article 7 ci-dessus, peuvent être engagés à titre provisoire dans les conditions établies dans ce même article 7.

*

ENTREE EN VIGUEUR

Article 9

La présente Convention est rédigée en deux exemplaires. Elle sera approuvée par la Chambre des Députés conformément aux dispositions de l'article 22 de la Constitution.

Elle sera publiée au Mémorial et entrera en vigueur au moment à fixer par la loi d'approbation.

FAIT à Luxembourg, le 31 octobre 1997

*Pour le Gouvernement du
Grand-Duché de Luxembourg,*
Erna HENNICOT-SCHOEPGES
*Ministre de l'Education Nationale,
Ministre des Cultes*

*Pour l'Archevêché
de Luxembourg,*
Fernand FRANCK
Archevêque de Luxembourg

*

EXPOSE DES MOTIFS

L'organisation de l'enseignement religieux à l'école primaire se trouve actuellement réglée dans le texte de la loi scolaire du 10 août 1912. La disposition de définir l'organisation de l'enseignement religieux dans le texte de loi régissant les principes de l'organisation de l'enseignement primaire est maintenue, sauf à régler préalablement les questions pour lesquelles le consentement mutuel entre parties est de rigueur, dont notamment:

- la fixation du nombre de leçons hebdomadaires d'enseignement religieux
- le statut du personnel enseignant la religion et le mode de rémunération de ce dernier
- la réorganisation des conditions d'admission des titulaires de l'enseignement religieux

La procédure de la convention s'impose pour la raison que l'article 22 de la Constitution exige que soient réglées moyennant conventions les relations entre l'Etat et les Eglises. S'il est vrai que le même article constitutionnel n'avait pas été suivi en 1912, il est tout aussi pertinent de faire remarquer qu'en ces temps-là l'archevêché ne disposait pas encore d'une personnalité civile. En tant qu'elle définit clairement les droits et les devoirs des parties contractantes, il faut en outre attribuer à la convention l'avantage d'être plus précise dans ses aspirations, et donc plus transparente.

Quant au contenu de la convention il y a lieu d'en relever les principales innovations par rapport à l'actuelle loi scolaire et qui sont les suivantes:

- La diminution du nombre de leçons hebdomadaires d'enseignement religieux de 3 à 2 unités.
- La redéfinition du statut du personnel catéchiste. La convention attribue aux catéchistes la qualité d'employés privés engagés par l'archevêché et dont la rémunération est garantie par l'Etat sous forme de subvention-salaire. L'archevêché est donc le patron des catéchistes et doit en principe s'acquitter des obligations patronales vis-à-vis de ces derniers. Comme l'Etat reconnaît l'utilité publique de l'existence d'un cours d'instruction religieuse et morale, au même titre d'ailleurs que celle d'un cours de formation morale et sociale, il se porte garant du financement de l'enseignement religieux vis-à-vis de l'archevêché en subvenant à l'obligation de ce dernier de payer les salaires des catéchistes dans les limites à fixer par règlement grand-ducal (voir commentaire de la loi portant modification de la loi de 1912, art. 2.C.).

A côté des questions d'ordre plus purement juridique, la convention s'occupe de la question de l'accès à la fonction de titulaire d'enseignement religieux. Dans ce contexte, l'urgence d'une réforme n'est plus à documenter. A ce jour, il n'existe en effet aucun texte établissant de façon claire les conditions d'admission à remplir par les candidats à l'emploi de catéchiste. La convention propose de résoudre cette problématique qui, en raison de la complexité des structures de fait de l'enseignement religieux, ne peut l'être que dans le moyen ou long terme, de la façon suivante:

- A l'avenir, seules les personnes qui peuvent se prévaloir du certificat de fin d'études secondaires et qui sont détenteurs du diplôme de l'Institut catéchétique de Luxembourg sanctionnant un cycle de

formation en théologie et en pédagogie de trois ans sont engagés à durée indéterminée. Ils porteront le titre d'enseignant de religion.

- *A titre de mesure transitoire*, les personnes *en activité de service*, qui sont détentrices du diplôme de l'Institut catéchétique sans pour autant justifier des conditions de formation générale précitées, pourront être engagées définitivement. Ils porteront également le titre d'enseignant de religion.
- Les ministres du culte garderont l'accès à l'enseignement religieux.
- *Le remplacement* des enseignants de religion et ministres du culte sera à *l'avenir* assuré par des chargés de cours engagés à titre provisoire et qui doivent justifier d'un minimum de cinq années d'études accomplies avec succès dans l'enseignement secondaire ou secondaire technique ainsi que du certificat du cycle court de formation en théologie et pédagogie délivré par l'Institut catéchétique.
- *A titre de mesure transitoire* des *remplacements* pourront continuer à être assurés par les chargés de cours actuellement en activité de service qui ne remplissent que la seule condition du certificat de l'Institut catéchétique.

Par souci de transparence et d'homogénéité, il est proposé d'approuver la convention sur l'enseignement religieux dans le même texte de loi que la modification des articles 22, 23 et 26 de la loi scolaire de 1912. Le même texte de loi devra en outre se prononcer sur une dérogation aux dispositions légales existantes en matière de durée et de renouvellement du contrat à durée déterminée des chargés de cours de religion.

*

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 1

L'alinéa 1er consacre la réduction du nombre de leçons hebdomadaires de 3 à 2 leçons et reconfirme le principe de la dispense de l'enseignement religieux dans les écoles primaires publiques.

L'alinéa attribue à l'enseignement religieux donné dans les écoles primaires la même dénomination que celle que prend le cours de religion dans l'enseignement secondaire.

Article 2

L'article détermine de façon claire et transparente les procédures et les responsabilités de l'archevêché d'un côté, des autorités communales et étatiques de l'autre côté, en matière d'organisation de l'enseignement religieux. Les principes énoncés par l'article ne sont pas nouveaux, seulement que les prescriptions de la loi de 1912 n'étaient pas suffisamment explicites et que par la suite, les bonnes habitudes ont laissé le pas aux mauvaises. Il est un fait qu'aujourd'hui, l'organisation de l'enseignement religieux qui comprend parfois quasiment la totalité des enfants scolarisés d'une commune est complètement délaissée par les protagonistes principaux de l'organisation de l'enseignement primaire. Ainsi, par exemple, aucune commune ne délibère plus sur les remplacements dans l'enseignement primaire, malgré une prescription légale formelle, parce que le formulaire mis à la disposition des communes par le Ministère de l'Education Nationale en vue de l'établissement de l'organisation scolaire ne considère plus l'enseignement religieux.

Les précisions fournies par le présent article serviront donc à éviter à l'avenir les fautes et omissions du passé, dans l'intérêt de la sécurité des enfants à l'école et de la sécurité juridique en général.

Article 3

L'article définit le statut des personnes chargées de l'enseignement religieux. Les explications y relatives sont fournies dans l'exposé des motifs ci-devant.

Article 4

L'obligation de maîtriser les trois langues officielles du pays est commune au personnel enseignant de toutes les branches. Chaque personne enseignant dans une école primaire luxembourgeoise est chaque jour confrontée, d'une façon ou d'une autre, à la pratique de ces trois langues (langue parlée, dispositions réglementaires, manuels de classe).

Article 5

L'article exprime une pratique constante.

Article 6

L'article établit les critères de formation de l'enseignant de religion. Voir aussi l'exposé des motifs ci-devant.

Article 7

L'article définit les conditions sous lesquelles l'archevêque peut recourir à du personnel d'appoint et établit les critères de formation de ce personnel. Voir aussi exposé des motifs ci-devant.

L'organisation des remplacements dans l'enseignement religieux ne pourra pas fonctionner sans contrats à durée déterminée. Une clause de dérogation aux articles 8 et 9 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail est donc inéluctable. Ceci vaut d'ailleurs pour toutes les branches de l'enseignement.

Article 8

Les dispositions transitoires sous A et B sont destinées à maintenir en service un certain nombre de chargés de cours de religion de l'ancien régime, c'est-à-dire qui ne remplissent pas les conditions de l'article 6.